

Grand débat national **Mardi 29 janvier 2019, 19h30, à Romainville**

Compte-rendu de la première séance, organisée à l'Hôtel de Ville de Romainville.

En introduction, Corinne Valls, maire, explique qu'elle s'est interrogée sur l'organisation par la Ville du grand débat national, ne pouvant répondre du fait que le gouvernement prendra en compte les retours du débat. Elle souligne cependant l'importance de ces moments d'échange qui sont de vrais moments de démocratie et dont il ne faut pas se priver. Et indique que les compte-rendus des débats organisés à Romainville seront transmis à l'État.

Les quatre thèmes du débat national sont rappelés :

- la transition écologique,
- la fiscalité et les dépenses publiques,
- la démocratie et la citoyenneté,
- l'organisation de l'État et des services publics.

Le maire propose de décider ensemble de l'organisation de débats sur d'éventuels autres thèmes. Elle appelle au respect de la parole de chacun-e.

La médiation du débat sera assurée par Joël Romand, ancien Romainvillois et philosophe. Il souhaite que la dimension européenne intervienne lors de ce débat. Et invite les participant-e-s à se présenter brièvement.

Premier thème abordé : La fiscalité et les dépenses publiques

- Pierre, habitant des Bas-Pays : *« Il faut un impôt de 20% pour tout le monde. Il est nécessaire de remettre l'humain au cœur de la société. La France dépense 300 milliards : avec 150 milliards on crée des emplois et les autres 150 milliards peuvent servir pour baisser les charges et les impôts pour les sociétés. La société du RSA et du RMI doit être transformée. Il faut que tout le monde trouve une utilité pour du lien social et remettre l'humain au cœur de la société. »*
- Laurent, habitant de Gagarine : *« Il faut parler de cotisations et non de charges (cotisation pour la retraite, pour la sécurité sociale). »*
- François, habitant des Trois Communes et élu municipal. *« Le rapport d'Oxfam publié récemment et qui montre que 26 individus ont autant de richesse que la moitié de l'humanité prouve que la répartition des richesses est inacceptable. Il faut faire payer plus d'impôt aux gens qui peuvent le supporter. La progressivité de l'impôt est importante mais je souhaite un impôt symbolique, minimum, que tout le monde paye pour se sentir citoyen. L'impôt contribue au vivre ensemble. »*
- Jean-Noël : *« Je suis content de payer des impôts. Mais il faut rétablir plus de tranches pour l'impôt sur le revenu et faire des tranches plus progressives. »*

- Un Romainvillois : « *Il est nécessaire que tout le monde déclare ses revenus afin d'éviter la fraude fiscale* »
- Bruno, élu municipal : « *Il est nécessaire de renouer le fil du dialogue pour faire émerger des solutions et être force de proposition. La pression fiscale pénalise le pouvoir d'achat. La dette représente 95 ou 100 % du PIB et la totalité du produit de l'impôt sur le revenu part dans le remboursement des intérêts de la dette, ce qui prive en marge de manœuvre le service public. Il est nécessaire de bien gérer pour se donner des marges de manœuvre en réduisant les dépenses ou en augmentant les recettes. La lutte contre l'optimisation fiscale des GAFA et la mise en place d'une TVA à taux 0 sur les produits de premières nécessités permettraient de redonner des moyens aux finances publiques et du pouvoir d'achat aux ménages les plus en difficulté. Mais quid des produits de première nécessité ? Comment les répertorier ? J'aborde ce débat avec le souhait de repenser les modalités de l'exercice de l'action publique, sans amputer le service public.* »
- Pascal : « *A mon sens trois thèmes sont apparus depuis le mouvement des gilets jaunes. Le thème du pouvoir d'achat et qui porte sur la fiscalité (à la base cela venait d'un ras-le-bol des taxes sur l'essence). Ensuite nous avons vu le thème de la démocratie se développer avec la question de la citoyenneté et du référendum d'initiative citoyenne. Enfin le thème de la sécurité et de la sûreté envers les manifestants est venu. Il est positif de voir les gens s'impliquer.* »
- Un Romainvillois : « *Merci au mouvement des gilets jaunes qui nous permet d'être ici pour débattre et merci à la ville pour l'organisation de ce débat. Le thème de l'éducation est plus qu'important et j'espère qu'il sera abordé. Et que ce débat nous réconciliera avec la politique.* »
- François : « *Tout le monde est égal face au service public. Le revenu est différent selon les individus et c'est cette inégalité qui est un frein pour une société démocratique.* »
- Pierre : « *Il faut retisser un lien social à travers les différentes strates de la population. Aujourd'hui il n'y a plus d'ascenseur social.* »
- Un Romainvillois « *Il faut l'égalité : il y a eu suppression de l'ISF, vote d'une flat tax. Il y a une différence de justice fiscale entre les riches et les moins riches et il faut une justice devant l'impôt.* »
- Romainvillois de 30 ans : « *L'ISF ce ne sont pas les très riches qui payent, comme la taxe d'habitation (TH). Il faut repenser les impôts pour qu'ils soient justes. Il ne faut pas une solidarité à tout prix et uniquement taxer les riches. Il faut un rééquilibrage et que les impôts soient justes. Il y a eu des cadeaux aux riches, aux pauvres mais pas de cadeaux pour la classe moyenne.* »
- Une Romainvilloise : « *Il y a un souci avec les salaires. Il y a trop de bas salaires. Exemple dans les hôpitaux : le personnel a de trop petits salaires, ce qui provoque un problème de pouvoir d'achat. Et il y a un manque d'égalité salariale entre les femmes et les hommes. Je suis vendeuse, je touche 800 euros.* »
- Une Romainvilloise (depuis 42 ans) : « *La suppression de la taxe d'habitation n'est pas*

claire. Cela sera une injustice si elle n'est pas supprimée pour tout le monde et cela va créer une division. »

- Un Romainvillois : *« Si on la laisse pour certains ça va créer des inégalités et encourager les gens à quitter les villes. »*

Une personne apporte une précision en indiquant que les dernières déclarations du Président de la République faisait mention d'une suppression totale de la taxe d'habitation.

- Stéphane : *« Dans la taxe d'habitation il y a le financement des associations. Il faut pouvoir mesurer l'efficacité d'une association, contrôler que l'argent est bien utilisé. »*
- Un Romainvillois : *« L'ISF est maintenu sur le patrimoine foncier et cela doit continuer. Il faut également ne pas oublier que l'immigration contrôlée a un coût. »*
- Joël : *« Il faut une mise à plat de la fiscalité locale car il existe des inégalités entre les communes. »*
- Corinne, élue municipale : *« Tous les ans l'Assemblée nationale augmente les taux des bases. À Romainville le taux communal n'a pas augmenté. Quand on parle de fiscalité il ne faut pas uniquement penser à l'impôt sur le revenu. Il existe beaucoup de taxes que tout le monde paye (taxes sur les carburants, le Grand Paris...). Il y a beaucoup de taxes méconnues et il faudrait que chaque citoyen sache comment il est taxé. Les gens qui ne payent pas l'impôt sur le revenu payent des taxes. Il faut peut-être prendre exemple sur d'autres pays comme la Suède : il y a un impôt unique qui est redistribué aux villes en fonction des besoins pour rendre un service à la population. En clair il faut mieux redistribuer entre les territoires. »*
- Bruno : *« L'égalité fiscale touche au cœur du pacte républicain. La Seine-Saint-Denis a 30 % de moyens en moins (voir rapport parlementaire Cornut-Gentille / Kokouendo). Il faut une mutualisation des ressources à l'échelle de la métropole. L'égalité fiscale des territoires doit se faire au niveau des ressources et des dotations. »*
- Une Montreuilloise : *« Je suis contre l'impôt à la source. Je sens l'entourloupe. »*
- Michel : *« L'impôt sur le revenu n'est acquitté que par 43 % des ménages en France. Ce qui rapporte le plus à l'État sont les taxes. Le risque c'est que si on baisse les impôts, on baisse le service public. C'est ici le piège du débat. »*
- Un Romainvillois : *« Je trouve que l'impôt à la source est une bonne chose car il permet à l'État de récolter l'argent plus tôt et donc de lutter contre les déficits. »*

Deuxième thème abordé : L'organisation de l'État et des services publics (interventions classées par thèmes)

Justice

- Un Romainvillois : « *Le TGI de Bobigny manque de moyens. C'est à l'État de rendre la justice. Le budget de l'État consacre 0,4 % à la justice dont la moitié pour le pénitencier, et le domaine régalien représente 6 %. Il faut donc mieux répartir le budget de l'État pour donner plus de moyens au régalien. De plus, il existe une fracture numérique.* »

Services publics

- Laurent : « *Le rapport des parlementaires sur le manque de moyens en Seine-Saint-Denis montre qu'il y a un manque d'égalité de traitement entre les territoires et l'État a un rôle à jouer pour remettre de l'égalité. En Seine-Saint-Denis, le taux de remplacement dans l'Education nationale est de 52 % (78 % au niveau national). Il faut une réelle égalité entre les territoires.* »
- Corinne, élue : « *Il y a besoin d'un service public en Île-de-France et il est nécessaire de préserver ce service public pour amoindrir toutes les difficultés liées aux crises. Il est nécessaire d'avoir un service public égalitaire pour tous quel que soit l'endroit où on habite.* »
- Un Romainvillois : « *Il y a des avantages dans la dématérialisation des services publics mais l'utilisation unique d'internet va provoquer une mise à l'écart d'une certaine population. Il y a une déshumanisation du service public (exemple à Pôle Emploi où il n'y a jamais le même interlocuteur sans parler de la difficulté de les joindre).* »
- Un Romainvillois : « *Il est nécessaire qu'un pôle d'accès à Internet soit accessible pour les personnes démunies.* » [A Romainville, les espaces de proximité ont des cyber-espaces qui offrent un accès gratuit à des postes informatiques connectés à Internet. Des créneaux horaires sont réservés aux recherches d'emploi et aux démarches administratives. Des animateurs accompagnent le public pour la création d'une boîte e-mail, les recherches, la consultation d'informations, etc.]

Éducation

- Une représentante FCPE : « *Les avancées pédagogiques ne nécessitent pas plus de moyen mais il faut faire autrement et l'Éducation nationale a dû mal à revoir son fonctionnement. Aujourd'hui les gens mettent leurs enfants dans le privé car la formation des enseignants est pauvre. En Seine-Saint-Denis il y a un vrai besoin de remplacements mais les profs sont moins formés ou ont moins de pédagogie. Il est dommage que les parents n'aient pas leur mot à dire sur les réformes de l'Éducation nationale.* »
- Stéphane, élu et enseignant : « *Il ne faut pas faire d'amalgame sur les enseignants mais c'est vrai qu'il y a un manque d'uniformité des pratiques et méthodes pédagogiques sur les territoires. Il y a des freins comme les syndicats d'enseignants. Il existe des pédagogies alternatives mais cela vient de la volonté des enseignants. Et surtout la formation des enseignants est une hérésie. Aujourd'hui il manque une formation sur la psychologie de*

l'enfant. »

- Un Romainvillois : *« Le problème de l'école c'est le manque de discipline dans les écoles »*
- Christina, représentante FCPE : *« Pour moi, ce n'est pas le manque de discipline qui pose problème mais un trop fort turn-over des enseignants, ce qui n'incite pas à la motivation. »*

Institutions

- Jonathan : *« Je me pose la question du regroupement des communes. Aujourd'hui 40 % des communes de l'UE se trouvent en France. Est-ce que le gouvernement a prévu des choses pour plus de regroupement ? »*
- Jérémy, habitant des Trois Communes : *« Il manque une certaine clarté des institutions territoriales. Il y a ce mille-feuille territorial et les citoyens sont perdus. Il y a une fusion de certaines régions mais on constate qu'il y a toujours plus de dépenses de fonctionnement (avec l'exemple de deux capitales régionales). Il faut plus de clarté au niveau des institutions et imaginer un acte 2 ou 3 de la décentralisation. »*
- Laurent : *« Là-dessus on suit le modèle européen. »*
- Bruno, élu : *« Le mille-feuille territorial tient du fait qu'on soit passé d'une logique de compétence exclusive à une clause de compétence générale. Exemple : le développement économique c'est une compétence de la Région mais l'EPT peut également intervenir. Cela manque de clarté mais la mairie doit rester la porte d'entrée. Cette clause de compétence générale permet de générer des financements croisés, une émulation. Il est bon de créer des rapports de forces pour avoir les moyens nécessaires. À mon sens, l'échelon pertinent est Région / Département / EPT / Commune. Le Département permet de conserver de la cohésion. »*
- Stéphane, élu : *« Il faut un acte 2 ou 3 de la décentralisation mais les intercommunalités montrent qu'on n'a pas fait d'économies. Surtout ces EPT éloignent les citoyens de la décision politique. Il faut faire attention car l'EPT est éloigné du citoyen. »*
- Un Romainvillois : *« Quand on parle d'économie en regroupant, il faudrait le faire au niveau de l'Europe qui a deux capitales (Bruxelles et Strasbourg). »*

Sûreté, sécurité

- Un Romainvillois : *« Aujourd'hui il y a usage banalisé des armes sub-létales (flashball, LBD 40...). Je ne souhaite pas stigmatiser les policiers mais on constate des violences policières. Il est nécessaire d'avoir un moratoire sur l'usage de ces armes sub-létales. »*
- Stéphane, élu : *« Je suis pour le moratoire sur l'usage de ces armes. »*
- Sylvia : *« Je trouve que la police est souvent patiente. Les opposants aux projets sont parfois les plus violents. »*
- Cécile : *« Il y a des blessés chez les manifestants mais aussi chez les policiers. Il faut condamner de manière générale la violence. Ces armes sub-létales évitent le contact, il s'agit d'armes de défense. S'il n'y avait pas ces armes, les policiers iraient plus souvent au contact et donc il y aurait sans doute plus de blessés. Je souhaite que d'autres temps de débat soient organisés et je rappelle que le site du grand débat national permet d'y faire des contributions individuelles. »*
- Un Romainvillois : *« La France est un Etat de droit. Les policiers sont très sollicités. Je n'ai rien contre les gilets jaunes mais il est nécessaire de manifester de manière non violente. Tout le monde doit être respecté. »*
- Un Romainvillois : *« L'État a le monopole de la violence légitime et ce monopole crée de la responsabilité. Il n'y a pas de symétrie entre la violence des uns et des autres. »*
- Un Romainvillois : *« L'État est un service public et doit assurer la sécurité. »*

Le premier débat s'achève vers 22h. Les participant.e.s expriment l'envie de le poursuivre. Une personne souhaite un débat sur la justice, une autre un débat sur la transition écologique. Un débat sur le dernier thème proposé par le gouvernement (Démocratie et Citoyenneté) sera également organisé.